L'INTERET DES FRANÇAIS
POUR DES REFORMES STRUCTURELLES

Note de synthèse

FONDATION iFRAP
FONDATION POUR LA RECHERCHE SUR LES ADMINISTRATIONS ET LES POLITIQUES PUBLIQUES

Janvier 2017

Vos contacts chez OpinionWay :

Frédéric Micheau
Directeur des études d'opinion
Directeur de département
15, place de la République
75003 PARIS
Tel: 01 78 94 90 00
Fax : 01 78 94 90 19
fmicheau@opinion-way.com

NOTE METHODOLOGIQUE

L'étude *« L'intérêt des Français pour des réformes structurelles »* réalisée pour la Fondation IFRAP, est destinée à comprendre et analyser la volonté de réformes libérales dans l'opinion.

Cette étude a été réalisée auprès **d'un échantillon de 1043 personnes,** représentatif de la **population française âgée de 18 ans et plus**, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.

Les interviews ont été réalisées par **questionnaire autoadministré en ligne** sur système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*).

Les interviews ont été réalisées les **25 et 26 janvier 2017**.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : **« Sondage OpinionWay pour la Fondation IFRAP »** et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

OpinionWay rappelle par ailleurs que les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : **1,5 à 3 points** au plus pour un échantillon de 1000 répondants.

OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

A. Les Français attendent un Etat meilleur gestionnaire et plus équitable…

- **Le souhait de voir les mêmes règles s’appliquer à tous se ressent fortement dans l’opinion et l’alignement du secteur public sur le secteur privé s’inscrit dans cette tendance de fond.** Parmi les trois mesures testées concernant la fonction publique, l’homogénéisation des régimes de retraite se positionne comme la réforme la plus citée par les personnes interrogées : 76% des Français se déclarent *favorables* à l’alignement de la retraite du secteur public sur celle du secteur privé, 41% d’entre eux y étant même *très favorables*. Les autres mesures rencontrent également l’assentiment de la majorité des personnes interrogées, qu’il s’agisse du rétablissement de jours de carence dans le secteur public (67% de *favorables*, dont 36% de *très favorables*) ou de la suppression de l’emploi à vie pour les fonctionnaires (57% *favorables*, dont 26% de *très favorables*).

  - Le jugement porté sur des mesures concernant le secteur public recoupe nettement le secteur d’appartenance des salariés. Ainsi, les salariés du privé se montrent systématiquement plus favorables à chacune de ces mesures que les salariés du secteur public (écarts compris entre 22 et 36 points). Toutefois, dans le détail, les salariés du public se déclarent tout de même majoritairement favorables à l’alignement du régime de retraite (55%) et au rétablissement des jours de carence (51%). A l’inverse, l’emploi à vie fait exception : seuls 31% des salariés du public se montrent *favorables* à sa suppression.

  - Des clivages politiques se font également jour : les personnes se positionnant à droite de l’échiquier politique se déclarent plus favorables à ces trois mesures que les personnes se classant à gauche (écarts compris entre 18 et 26 points).

- En matière fiscale et de gestion des dépenses de l’Etat, la charge que représente la dette publique ne laisse pas indifférentes les personnes interrogées. **Les Français font ainsi le choix d’une politique économique de rigueur pour l’Etat tout en allégeant la pression fiscale sur les ménages** : 76% des personnes se montrent favorables à la baisse des impôts et à la baisse des dépenses de l’Etat. Si 17% des personnes optent pour le *statu quo* en gardant le même niveau de dépenses et le même niveau d’impôts, seules 6% des personnes préfèrent augmenter les impôts et les dépenses.

  - La préférence pour une cure de rigueur pour l’Etat sans impacter les ménages se retrouve de façon quasiment unanime chez les personnes interrogées. Les écarts restent faibles selon l’âge des personnes (5 points entre les personnes âgées de moins de 50 ans et leurs aînés), le revenu du foyer (76% pour les personnes dont les revenus du foyer sont inférieurs à 2000€ par mois contre 75% pour les foyers aux revenus supérieurs), voire inexistants selon la catégorie sociale (74% dans les deux cas pour les catégories aisées et les catégories populaires). Au final, les salariés du public s’y montrent tout aussi favorables que les salariés du privé (respectivement 74% et 72%).

  - Les préférences en matière de politique économique recoupent avant tout un clivage politique : les personnes ayant voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l’élection présidentielle de 2012 favorisent particulièrement une politique de hausse des impôts et des dépenses (13% contre 7% pour les électeurs de François Hollande et 4% pour les électeurs de Nicolas Sarkozy), quand les électeurs de Nicolas Sarkozy font le choix d’une politique de rigueur (86% contre 66% pour les électeurs de François Hollande et de Jean-Luc Mélenchon). Enfin, les électeurs de François Hollande en 2012 se montrent solidaires de la politique économique que ce dernier a mené : 26% souhaitent garder le même niveau de dépenses et le même niveau d’impôts contre 9% des électeurs de Nicolas Sarkozy et 11% des électeurs de Marine Le Pen.

- Cette volonté de réduction du train de vie de l’Etat se traduit également par **la perception positive de la réduction du nombre d’élus**, qu’ils détiennent un mandat local ou national : 93% des personnes interrogées y voient une *bonne chose*, dont pour 62% une *très bonne chose*. Seule une minorité (7%) considère cette diminution du personnel politique comme une *mauvaise chose*.

  - Le souhait de réduire le nombre d’élus est partagé par l’ensemble des personnes interrogées mais son intensité varie selon les individus : la majorité des personnes âgées de 50 ans et plus (73%) la considèrent comme une *très bonne chose* contre une minorité des jeunes âgés de moins de 35 ans (44% de *très bonne chose*).

  - Les personnes se déclarant proches de la droite ou du Front national (70% dans les deux cas) déclarent plus que les sympathisants de gauche qu’il s’agit d’une *très bonne chose* (53%).

B. …et comptent sur des mesures structurelles lors du prochain mandat présidentiel

- **A trois mois de l’élection présidentielle, ce souhait d’une maîtrise accrue des dépenses publiques et d’équité entre les secteurs privés et publics se retrouve dans les mesures jugées prioritaires par les Français pour le futur exécutif.** Selon les personnes interrogées, le prochain Président de la République devrait mettre en œuvre en priorité quatre mesures : l’alignement des régimes de retraite (44%), la baisse des dépenses publiques d’au moins 1,5% dès la première année du présidentielle (41%), la baisse des impôts et des charges de 20% sur les entreprises (33%) et le plafonnement le cumul des minima sociaux et des aides sociales (32%). D’autres mesures sont moins citées, peut-être parce que les personnes se sentent moins concernées : 23% pour permettre aux travailleurs indépendants de choisir eux-mêmes leur niveau de couverture sociale et 20% pour réformer l’ENA en ouvrant davantage de postes de la Haute Fonction Publique à des personnes du secteur privé. Enfin, 23% jugent prioritaires la suppression de l’emploi à vie pour les fonctionnaires exceptés pour les postes régaliens et 18% la suppression du prélèvement de l’impôt à la source.

  - Déjà en retraite ou à l’approche de cette échéance, les personnes âgées de 50 ans et plus jugent plus prioritaire l’alignement des régimes de retraite que les personnes plus jeunes (53% contre 36%). D’autres différences selon l’âge des personnes se ressentent également puisque ces mêmes personnes citent davantage que leurs benjamins la baisse des dépenses publiques (48% contre 34%).

  - L’appartenance au secteur public influence également les réponses données : si les salariés du public rejoignent les salariés du privé sur la baisse des impôts et des charges pour les entreprises (respectivement 32% et 33%), ils accordent plus d’importance au plafonnement du cumul entre minima sociaux et aides sociales (+16 points) et à la baisse des dépenses publiques (+10 points). A l’inverse, ces mêmes personnes rechignent à un éventuel alignement des régimes de retraites qui jouerait en leur défaveur (-26 points par rapport aux salariés du privé).

  - L’alignement des retraites est la première priorité des sympathisants de droite (55%), du FN (48%) et se classe deuxième chez les sympathisants de gauche (38%), qui citent avant tout la baisse des dépenses de l’Etat (40%). La baisse des dépenses publiques reste toutefois très fortement attendue par les sympathisants de droite (49%).

- Enfin, la suppression de l’emploi à vie des fonctionnaires sauf pour les postes régaliens est une mesure partagée de façon similaire par les sympathisants de droite et du FN (respectivement 33% et 31% dans les deux derniers cas). Cette réforme est presque deux fois moins partagée chez les sympathisants de gauche (16%).

- Le changement d’exécutif aux plus hautes fonctions de l’Etat se présente comme un moment opportun pour impulser le changement. Dans cette période propice aux réformes de fond, l’attitude des syndicats est cruciale pour mettre en œuvre le programme du Président élu. **Dans ce contexte particulier, les Français souhaitent très majoritairement que les syndicats accomplissent leur rôle : 80% des personnes estiment que l’attitude des syndicats devrait être d’observer et de rester vigilant face à l’action du prochain Président de la République.** Cette volonté de rester dans une démarche constructive se confirme puisque seules 16% des personnes souhaitent voir les syndicats soutenir l’action du prochain Président de la République, quand une part encore plus faible adopte une position inverse en souhaitant qu’ils s’opposent à lui (3%)

  - Les soutiens à l’action du prochain Président de la République sont particulièrement nombreux chez les sympathisants de droite (37% contre 10% pour les sympathisants de gauche) qui pronostiquent probablement une alternance politique en faveur du parti Les Républicains en mai 2017. A l’inverse, les partisans de gauche se montrent prudents et préfèrent que les syndicats restent dans une optique d’observation pour les 100 premiers jours du mandat présidentiel. Enfin, la force de contestation de Jean-Luc Mélenchon et son inscription dans un courant politique de lutte se retrouvent chez ses électeurs : ils sont les plus nombreux à souhaiter que les syndicats s’opposent à l’action du prochain Président de la République : 8% contre 1% pour les électeurs de François Hollande.

En conclusion, cette étude révèle quelques grands enseignements :

- Dans un contexte particulier de crise des structures étatiques et de remise en cause de leur santé financière, les Français souhaitent que l’Etat maîtrise davantage ses dépenses sans pour autant augmenter les impôts des ménages. Cette cure d’austérité n’épargne pas les élus : l’idée de diminuer leur nombre est reçue très positivement par l’opinion.

- A l’heure où des efforts sont à fournir par tous et où les acquis sociaux sont remis en cause, les Français recherchent plus de justice et d’équité entre les salariés. A ce titre, ils souhaitent très majoritairement l’alignement des régimes de retraites entre secteur privé et secteur public. Au-delà de la recherche d’équilibre, le financement des retraites devient un enjeu financier de premier ordre dans une société faisant face au vieillissement de sa population. Il est ainsi jugé plus important que la remise en cause de l’emploi à vie des fonctionnaires ou que le rétablissement des jours de carence dans le secteur public.

- Les Français s’inscrivent dans une démarche constructive pour le mandat à venir et souhaitent laisser au futur exécutif le temps de mener des réformes. Les syndicats sont appelés à prendre un rôle d’observateur et le cas échéant, de lanceur d’alerte.